

LKC
HF
1479
.I5714
1995/96
v.5

STRATÉGIE D'EXPORTATION DU CANADA

Plan de promotion du commerce extérieur

1995-1996

Industry Canada
Library - Jrl Tower S
MAR 29 1995
Industrie Canada
Bibliothèque - Édifice Jrl S



***Plan intégré pour l'expansion du commerce,
des investissements et de la technologie***

Le Plan de promotion du commerce extérieur du Canada comprend un Aperçu présentant les priorités du Canada en matière d'expansion du commerce international, ainsi qu'une série de stratégies sectorielles accompagnées de listes d'activités internationales. Les documents suivants sont actuellement disponibles :

- Aperçu
1. Technologies de fabrication de pointe
 2. Agriculture et produits alimentaires
 3. Aéronautique et pièces d'aéronefs
 4. Automobile
 5. Biotechnologies
 6. Services commerciaux, professionnels et éducationnels
 7. Produits chimiques et plastiques, et matériaux de pointe
 8. Produits de construction
 9. Biens de consommation
 - Vêtements et fourrures
 - Textiles
 - Chaussure
 - Articles de sport (y compris les embarcations de plaisance)
 - Outils, quincaillerie et articles ménagers
 - Meubles résidentiels
 - Meubles de bureau et meubles divers
 10. Industries culturelles
 11. Matériel de défense
 12. Équipement et services de protection de l'environnement
 13. Poissons et produits de la mer
 14. Industrie forestière
 15. Technologies de l'information et télécommunications
 - Aperçu sectoriel
 - Composants électroniques
 - Géomatique
 - Instruments
 - Ordinateurs et matériel périphérique
 - Produits logiciels et services informatiques
 - Télécommunications
 16. Produits et services médicaux et de santé
 - Instruments médicaux
 - Produits pharmaceutiques
 - Soins de santé
 17. Minéraux et métaux
 18. Produits pétroliers et gaziers, et matériel d'exploitation de l'énergie
 19. Matériel électrique
 20. Machinerie industrielle primaire et secondaire
 - Exploitation minière, exploitation forestière, pâtes et papier
 - Technologie, machines et équipements agricoles
 - Industries océaniques et marines
 21. Matériel de transport urbain et ferroviaire
 22. Industrie spatiale
 23. Tourisme

Pour obtenir d'autres exemplaires de l'Aperçu ou des exemplaires des stratégies sectorielles, composer le **1-800-267-8376**

À moins d'indication contraire, tous les montants figurant dans ce document sont exprimés en dollars canadiens.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1995
N° au cat. C2-226/1-1995F
ISBN 0-662-99614-3

Also available in English under the title Biotechnologies.



Biotechnologies

La biotechnologie regroupe des systèmes biologiques, conçus par l'homme ou d'origine naturelle, qu'on utilise pour la production de biens et de services. On retrouve des applications commerciales de la biotechnologie dans un large éventail de secteurs, mais principalement dans les domaines de la santé, de l'agro-alimentaire et, quoiqu'en importance moindre, de l'environnement. Jusqu'à maintenant, l'incidence de la biotechnologie s'est fait surtout sentir dans le secteur de la santé; les secteurs de l'agro-alimentaire et de l'environnement, pour leur part, n'en sont qu'aux stades préliminaires. Dans les trois secteurs précités, ce qui distingue la bio-industrie des industries traditionnelles, c'est la part relativement importante de recherche et d'innovation. Ces deux activités sont donc abordées dans la présente section du Plan de promotion du commerce extérieur du Canada.

Contexte international

À l'échelle mondiale, on estime qu'entre 3 000 et 4 000 entreprises, employant 250 000 personnes environ, représentent les bio-industries, au sens large, qui utilisent la biotechnologie pour certains aspects de leurs produits et services. Le nombre d'entreprises dont l'activité principale fait appel à la biotechnologie est moins important, soit entre 2 000 et 2 500 entreprises qui emploient quelque 150 000 personnes.

La biotechnologie en est toujours aux stades préliminaires de développement, un peu comme les industries du logiciel et des télécommunications d'il y a 15 à 20 ans. On s'attend néanmoins à ce que son influence et son incidence socio-économique soient au moins aussi importantes. Les répercussions dans le domaine de la santé se font déjà sentir, les produits biopharmaceutiques occupant déjà couramment le marché; plus de 50 p. 100 des nouveaux médicaments faisant l'objet d'essais cliniques en Amérique du Nord sont, d'ailleurs, des produits de la biotechnologie. Dans le domaine de l'agriculture, on prévoit que, d'ici l'an 2005, 50 p. 100 des récoltes des pays développés seront transgéniques. Quant à l'environnement, on s'attend à voir quintupler la valeur des marchés des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest concernant la biorestauration des lieux contaminés par les déchets toxiques; elle passera en effet de 200 millions de dollars en 1993 à un milliard de dollars en l'an 2000.

Partout dans le monde, la plupart des entreprises biotechnologiques sont résolument engagées dans la réalisation de programmes de recherche et développement et, à l'heure actuelle, seulement quelques-unes d'entre elles ont un nombre suffisant de produits sur le marché pour être jugées profitables. On a estimé à 15 milliards de dollars les ventes internationales de produits biotechnologiques en 1993. Si on réussit à implanter une réglementation dans ce domaine et à l'adapter au contexte international, et si l'opinion publique est favorable aux produits biotechnologiques, on prévoit que les ventes totales augmenteront rapidement au cours des prochaines années et qu'elles pourraient atteindre entre 75 et 150 milliards de dollars d'ici l'an 2000.

Sur la scène internationale, les principaux concurrents des entreprises canadiennes de biotechnologie sont les États-Unis, le Japon et l'Europe. Les Américains ont de loin la bio-industrie la plus développée et la plus diversifiée (1 270 entreprises de biotechnologie de base, qui emploient 97 000 personnes). On peut difficilement comparer les statistiques du Japon avec celles des autres pays puisque la biotechnologie, dans ce pays, a cours principalement au sein de grandes sociétés où elle ne constitue pas habituellement une priorité. Cependant, même si le paradigme industriel est différent, le Japon ne cède qu'aux États-Unis la place de chef de file du développement des bio-industries; de plus, il se prépare un avenir prometteur grâce à un engagement soutenu

dans la recherche et le développement ou l'acquisition de technologies, à l'échelle tant nationale qu'internationale. La bio-industrie européenne a vu le jour plus tard que celle des États-Unis et du Canada; elle compterait maintenant 370 entreprises de base et un effectif de 15 000 personnes environ.

La bio-industrie fait aussi son apparition dans d'autres régions du globe. Le mouvement est bien amorcé en Australie (environ 30 entreprises de base qui emploieraient 600 personnes), et les pays de l'Asie du Sud-Est comptent un certain nombre de grandes sociétés dans le secteur des ressources et de l'agro-alimentaire qui commencent à s'intéresser à la biotechnologie comme moyen de produire des biens à valeur ajoutée. Quelques entreprises biotechnologiques de base font leur apparition dans la région, principalement à Singapour. En Amérique latine, on remarque une évolution semblable dans d'importantes entreprises agro-alimentaires, comme des brasseries qui, au moyen de la biotechnologie, diversifient leurs activités en vue d'offrir des produits à valeur ajoutée; enfin, on a remarqué la même tendance dans un petit nombre d'entreprises biotechnologiques de base, comme BioSidus, fabricant de produits biopharmaceutiques en Argentine.

Situation intérieure

Au Canada, les activités de biotechnologie sont moins importantes qu'aux États-Unis et au Japon, mais se comparent favorablement avec celles d'autres pays. Environ 300 entreprises, qui emploient 13 000 personnes, représentent la bio-industrie, définie en termes généraux, au Canada. Pour quelque 120 entreprises canadiennes employant 6 500 personnes, la biotechnologie constitue l'activité principale. En 1993, les entreprises de cette catégorie ont investi à peu près 250 millions de dollars dans la recherche et le développement.

L'ensemble de la bio-industrie au Canada connaît une croissance rapide. Une enquête menée récemment auprès de la bio-industrie au sens large montre que, de 1989 à 1993, les ventes ont augmenté à un taux annuel moyen de 24 p. 100; les taux enregistrés pour les exportations et l'emploi sont de 19 p. 100 et de 14 p. 100 respectivement. En 1993, l'estimation des ventes totales était de l'ordre de 2 milliards de dollars, et les exportations avaient atteint environ 750 millions de dollars.

Réglementation

Sur la scène nationale, le contexte réglementaire est une question majeure qui joue sur la concurrence internationale. Les pays qui ont établi des structures réglementaires plus strictes, ou moins souples, en ce qui concerne les produits biotechnologiques, accusent une perte d'investissement ainsi qu'un transfert des activités de recherche, de développement et de fabrication vers des pays dotés de structures réglementaires plus favorables à l'industrie. Le Canada travaille actuellement à l'élaboration de règlements sur la biotechnologie. La priorité pour le gouvernement fédéral consiste donc à mettre au point ces règlements et à les promulguer rapidement, faisant en sorte que ses pratiques de réglementation soient en harmonie avec celles de ses principaux partenaires commerciaux, en particulier les États-Unis. L'objectif consiste à concevoir un système efficace de gestion des risques tout en veillant à ce que les exigences réglementaires touchant l'introduction de produits biotechnologiques sur le marché canadien ne soient pas plus élevées, tant en argent qu'en temps, que celles de nos principaux partenaires commerciaux.

Investissement

Comme aux États-Unis et en Europe, la bio-industrie canadienne éprouve des difficultés croissantes à trouver des capitaux dans une période où ses besoins à cet égard ne cessent de grandir. Même si l'établissement d'alliances avec des entreprises biopharmaceutiques multinationales peut répondre dans une grande mesure aux besoins de la bio-industrie dans le domaine de la

santé, d'autres sources sont requises pour satisfaire les besoins en capitaux des bio-industries agro-alimentaire et environnementale.

Au pays, on continue d'encourager le secteur privé à affecter plus de ressources au capital de risque afin de promouvoir le lancement et la croissance des bio-industries qui en sont aux stades préliminaires. Dans certains cas, des incitations fiscales, comme celles pour les fonds de capital de risque de travailleurs, contribuent à réaliser cet objectif. Dans d'autres cas, ce sont des institutions clés du secteur privé qui prennent l'initiative. L'organisation Neuroscience Partners LP, formée de la Banque Royale, de la Caisse de dépôt et placement du Québec, du Groupe des services de santé MDS, de la Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers et de plusieurs fonds de pension, est un exemple de fonds de capital de risque axé sur le secteur de la santé.

Sur la scène internationale, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) prépare, à l'intention des missions canadiennes à l'étranger, une trousse d'information dans laquelle on définit le contexte de l'investissement canadien dans la biotechnologie, y compris des incitations fiscales canadiennes, des programmes gouvernementaux et des composantes de recherche; l'objectif est de promouvoir le Canada en tant qu'endroit privilégié pour faire des investissements dans la biotechnologie. Une autre initiative mise de l'avant par le MAECI porte sur le recours aux investisseurs internationaux pour obtenir des capitaux destinés aux entreprises qui en sont à leurs débuts dans les secteurs agro-alimentaire et environnemental lesquels, contrairement au secteur de la santé, ont reçu jusqu'à maintenant moins d'attention de la part des investisseurs.

Ressources humaines

À l'heure actuelle, le Canada semble bénéficier d'un nombre adéquat de chercheurs très qualifiés dans les disciplines scientifiques et techniques se rapportant à la biotechnologie. C'est au stade de la

mise à l'échelle et de la production, de même que dans la gestion des affaires, que le Canada accuse une pénurie de main-d'œuvre spécialisée.

Une vaste étude sur les besoins futurs en matière de ressources humaines de la bio-industrie canadienne sera effectuée par Développement des ressources humaines Canada; les résultats seront accessibles aux établissements d'enseignement canadiens, de sorte qu'on puisse modifier les programmes en fonction des besoins. En vue d'améliorer les compétences internationales des entreprises biotechnologiques canadiennes, Industrie Canada inclura des questions intéressantes ces entreprises dans les programmes de formation sectorielle élaborés par la Tribune d'étude de la formation en matière de commerce international (TEFCI). Cette dernière effectue également une étude de faisabilité sur l'inclusion de la biotechnologie dans un cours pilote conçu à l'intention de l'industrie agro-alimentaire.

Protection de la propriété intellectuelle

Les modifications apportées à la *Loi canadienne sur les brevets*, grâce auxquelles on a prolongé la durée des brevets sur les produits pharmaceutiques, ont déjà rehaussé l'image du Canada en tant que pays axé sur la conception et la fabrication de produits biopharmaceutiques. D'autres modifications législatives, qui seront adoptées progressivement au cours de la prochaine année, portent sur le traitement des données de séquençage et sur le dépôt de micro-organismes. À partir de 1996, le Bureau canadien des brevets aura la capacité de traiter des données de séquençage sous forme électronique pour les nucléotides et les peptides. Le traitement des demandes de brevet s'en trouvera alors plus efficace, et on pourra constituer une base de données que le public pourra consulter plus facilement. À court terme, le Canada deviendra signataire du Traité de Budapest, de sorte que, d'ici 1996, le dépôt de micro-organismes dans l'une des collections des autorités internationales de réception pourra alors faire partie d'un mémoire descriptif au Canada.

La biotechnologie dans le secteur de la santé

Les écoles de médecine et les hôpitaux d'enseignement du Canada sont dotés d'une base de recherche bioclinique reconnue mondialement. Par conséquent, les entreprises qui s'intéressent aux applications de la biotechnologie dans le secteur de la santé forment le plus grand groupe au sein de la bio-industrie canadienne et représentent presque 48 p. 100 de toutes les entreprises et 71 p. 100 de l'industrie de base. Ce groupe comprend des concepteurs et des fabricants de produits diagnostiques et thérapeutiques, ainsi que des fournisseurs de produits biologiques (anticorps, antigènes, produits chimiques fins). Par ailleurs, il a reçu, plus que tout autre groupe de la bio-industrie, une plus grande part d'investissement direct du secteur privé (environ 150 millions de dollars en 1993). Pour la période 1989-1993, les taux de croissance annuels moyens pour les ventes, les exportations et l'emploi étaient bien supérieurs au taux moyen pour l'ensemble de l'industrie, soit de 27 p. 100, de plus de 50 p. 100 et de 17 p. 100 respectivement. En 1993, les ventes canadiennes de produits biotechnologiques dans le secteur de la santé ont atteint environ un milliard de dollars et les exportations, près de 300 millions de dollars; enfin, 8 000 emplois environ ont été créés.

Les fabricants de produits diagnostiques sont confrontés à la rapidité des changements technologiques ainsi qu'aux exigences des systèmes de santé à l'échelle mondiale, à l'égard du plafonnement des coûts. Ces entreprises doivent trouver une technologie leur permettant d'améliorer leurs lignes de produits, du capital d'investissement afin d'appuyer leurs activités de recherche et de développement, et des partenaires commerciaux.

Les fabricants de produits thérapeutiques, en particulier les entreprises biopharmaceutiques, consacrent beaucoup de ressources à la recherche et au développement, à la conception de produits et, de plus en plus, aux essais cliniques. La plupart des produits, dont certains constituent des marchés de l'ordre du milliard de dollars par année, n'ont

pas encore fait leur apparition sur le marché. Les pressions en vue de plafonner les coûts de la santé ont eu comme effet de réduire le mouvement des investissements des marchés boursiers. Par conséquent, les entreprises de produits biopharmaceutiques doivent trouver d'autres sources internationales de capital d'investissement en vue de mettre leurs produits sur le marché. Elles doivent aussi trouver des partenaires d'alliance qui peuvent les conseiller en matière d'approbations réglementaires et les aider à s'implanter sur les marchés étrangers.

La biotechnologie dans le secteur agro-alimentaire

Le Canada occupe une position très concurrentielle dans les domaines de l'élevage d'animaux (transplantations d'embryons, semence bovine de qualité supérieure), de la protection des animaux (vaccins pour la médecine vétérinaire et l'aquiculture), de l'amélioration des plantes, des engrais biologiques, de la lutte biologique et de l'aquiculture. Près de 20 p. 100 de la bio-industrie de base canadienne se trouve dans le secteur agro-alimentaire, constituant le deuxième plus grand groupe de l'industrie. Pour la période 1989-1993, les taux de croissance annuels moyens pour les ventes, les exportations et l'emploi étaient respectivement de 17 p. 100, 7 p. 100 et 4 p. 100. En 1993, les ventes de produits biotechnologiques agro-alimentaires ont atteint presque 600 millions de dollars, les exportations, environ 400 millions de dollars, avec un effectif de près de 4 000 emplois. Les taux de croissance plus faibles dans ce secteur, comparativement au secteur de la santé, reflètent deux facteurs connexes :

- les investisseurs du privé semblent délaisser ce secteur en faveur d'autres qui présentent des profits potentiels plus élevés, comme celui de la santé;
- l'élaboration d'une structure réglementaire souple au Canada pour les produits biotechnologiques agro-alimentaires a connu des retards considérables comparativement aux États-Unis.

L'aquiculture est un segment de la bio-industrie agro-alimentaire qui prend de plus en plus d'importance à l'échelle mondiale. La capture globale annuelle de poisson sauvage est passée à 100 000 tonnes, un niveau qui ne saurait cependant durer. À l'heure actuelle, la production mondiale en aquiculture ne représente que 20 p. 100 environ de celle du poisson sauvage; on prévoit cependant que d'ici l'an 2010 la capture de poisson d'élevage sera supérieure à celle du poisson sauvage. Quoique l'Asie demeure le principal producteur de poisson d'élevage avec plus de 80 p. 100 de la production mondiale, la production canadienne augmente de façon continue avec des ventes qui sont passées de 7 millions de dollars en 1984 à presque 300 millions de dollars en 1993. L'élevage du saumon constitue le plus grand segment de l'industrie canadienne avec des ventes totalisant près de 200 millions de dollars en 1993. Depuis 1992, le Canada a vendu davantage de saumon d'élevage que de saumon sauvage. On constate aussi divers stades de développement en ce qui a trait à l'élevage de la truite, de l'omble chevalier, de moules, de pétoncles et d'autres espèces. La nourriture pour poisson représente un marché de 150 millions de dollars au Canada, que se partagent un certain nombre d'entreprises canadiennes. Une industrie d'élevage et de protection du poisson a vu le jour sur les deux côtes et recherche activement des débouchés en Amérique latine et en Asie-Pacifique. La biotechnologie joue un rôle de plus en plus important pour ce qui touche non seulement la constitution de stocks reproducteurs, mais aussi la détection et la prévention de maladies pouvant avoir une incidence très néfaste sur la production commerciale.

Les entreprises de biotechnologie agro-alimentaire ont besoin d'aide pour déterminer les débouchés sur les marchés à créneaux et trouver des partenaires éventuels pour réussir à pénétrer les marchés étrangers. Cela est particulièrement vrai sur les nouveaux marchés d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine, lesquels utilisent la biotechnologie comme moyen d'accroître la productivité en

agriculture tout en diminuant vraisemblablement le recours aux engrais et aux pesticides chimiques.

La biotechnologie dans le secteur environnemental

On met actuellement au point des systèmes biologiques pour traiter les problèmes environnementaux qui touchent l'air, l'eau et le sol. Les méthodes traditionnelles qui considèrent la composante biologique comme une « boîte noire » prédominent toujours. Cependant, la recherche s'intensifie à l'échelle mondiale sur la sélection d'organismes d'origine naturelle qui décomposent des substances toxiques particulières; grâce à la recherche, on peut mieux comprendre aussi les conditions dans lesquelles ces organismes sont le plus efficace et, plus récemment, on a réussi à obtenir par manipulations génétiques des organismes capables de décomposer certains produits chimiques toxiques persistants.

L'environnement détient une part inférieure à 10 p. 100 de la bio-industrie canadienne. De 20 à 30 entreprises canadiennes ont acquis les compétences en biologie et en microbiologie leur permettant de constituer la base d'une nouvelle bio-industrie environnementale. Un groupe encore plus important de cabinets d'ingénieurs-conseils exercent des activités dans les domaines de la restauration des lieux d'élimination, du traitement des eaux usées, etc., mais n'ont pratiquement pas de personnel spécialisé en biologie. En 1993, on estime que les ventes canadiennes de produits et de services biotechnologiques dans le secteur environnemental ont totalisé entre 25 et 50 millions de dollars, les exportations, entre 10 et 20 millions de dollars, et les emplois, entre 500 et 1 000.

Le Canada doit promouvoir l'amélioration des compétences techniques de ses entreprises bio-environnementales au moyen de liens plus solides avec les chercheurs dans ce domaine. Les efforts déployés continueront d'attirer une plus grande participation des entreprises au sein des réseaux de recherche existants dans le domaine bio-environnemental. Ces réseaux élargis favoriseront

la circulation de l'information, non seulement sur les nouvelles découvertes technologiques, mais aussi, et à l'échelle internationale, sur les marchés et les nouveaux débouchés commerciaux dans ce domaine. De plus, ce processus encouragera la création d'alliances stratégiques canadiennes axées sur la pénétration des marchés étrangers. La formation d'alliances stratégiques revêt une importance particulière du fait que la plupart des entreprises environnementales canadiennes dotées d'une expertise en biologie et en microbiologie sont de petite taille et axées sur les marchés à créneaux et qu'elles ne parviendront à s'implanter sur les marchés internationaux qu'en trouvant des partenaires; elles pourraient ainsi fournir l'ensemble des services qu'offrent leurs concurrents multinationaux. Plusieurs consortiums de cabinets d'ingénieurs-conseils ont été formés récemment au Canada afin d'aborder cette question, et ils ont commencé à concentrer leurs efforts sur la pénétration des marchés d'exportation en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique. Puisque ces consortiums n'ont pas encore de véritables équipes d'experts en biotechnologie, ils tentent de promouvoir l'établissement de liens avec des entreprises biotechnologiques environnementales qui œuvrent à l'échelle internationale.

Orientation stratégique

Amélioration des stratégies canadiennes de promotion du commerce

Les produits de la biotechnologie sont souvent différents des produits non biotechnologiques servant au même genre de fins. Par exemple, les engrais biologiques agissent sur certains types de sols et de plantes et ont une action plutôt différente de celle des engrais chimiques. Les initiatives de promotion du commerce devront tenir compte de cet aspect.

Les délégués commerciaux et les agents de commerce des missions canadiennes à l'étranger

recevront de l'information et des conseils sur la meilleure façon de promouvoir la gamme sans cesse croissante de nos produits et services biotechnologiques. Il importe que cela soit fait maintenant puisqu'un nombre considérable de produits biotechnologiques canadiens sont déjà sur le marché et qu'un nombre encore plus grand y feront bientôt leur entrée. En collaboration avec le secteur privé, et à l'aide de son système d'information INSIGHT, Industrie Canada intégrera sur un support électronique facile à utiliser des données types sur l'industrie canadienne et ses compétences. Ce ministère travaillera de concert avec le MAECI afin de rendre le système d'information accessible au personnel chargé de la promotion du commerce. De plus, des séances d'orientation seront mises sur pied par Industrie Canada en collaboration avec le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) en vue d'établir un profil de segments spécifiques de la bio-industrie canadienne; l'information sera fournie à des groupes de délégués commerciaux à l'occasion de leurs visites au Canada. Au fur et à mesure qu'on acquerra des compétences dans le domaine de l'information électronique, on disposera de meilleurs outils pour promouvoir les produits et services canadiens à l'étranger. On a déjà fait la démonstration du premier prototype de service de marketing multimédia installé sur CD ROM (information type sur certaines entreprises canadiennes du secteur des télécommunications) et, au cours des années à venir, on étudiera la possibilité d'utiliser cette technologie comme véhicule de promotion des entreprises canadiennes de biotechnologie.

Renseignements sur le climat commercial et les débouchés

L'accès à des renseignements commerciaux opportuns est un facteur clé de réussite dans le commerce international. Au fur et à mesure que les délégués commerciaux et les agents de commerce actualiseront leurs connaissances sur les bio-industries canadiennes, il sera possible d'améliorer la qualité des renseignements sur le

commerce et les marchés qu'ils recueillent à l'étranger au nom des petites et moyennes entreprises, lesquelles représentent le principal groupe de cette industrie. Ces entreprises ont besoin d'information provenant de l'étranger sur le climat commercial (par exemple, règlements sur la biotechnologie, protection de la propriété intellectuelle pour les inventions biotechnologiques), sur les débouchés et sur les contacts clés dans le milieu commercial et au gouvernement. Dans certains cas, ces renseignements sont déjà disponibles sous forme de rapports d'études. Dans d'autres cas, cependant, surtout pour les nouveaux marchés, il faudra peut-être entreprendre des études particulières.

Réseaux commerciaux pour la collecte et la diffusion de renseignements

Industrie Canada collaborera avec l'Institut canadien de la biotechnologie, d'autres associations canadiennes de biotechnologie et des courtiers du secteur privé canadien en vue de promouvoir la création de réseaux commerciaux au Canada; ces derniers contribueront à définir les besoins en matière de renseignements des entreprises des différents secteurs de la bio-industrie canadienne. Certains réseaux actuels (par exemple, Aquatech ou Biominet) ou quelques-uns des réseaux de centres d'excellence axés sur la biotechnologie pourraient constituer le noyau des réseaux commerciaux. Ces derniers recevraient l'information provenant des missions à l'étranger et agiraient en qualité de groupes d'orientation chargés de mener des études et des initiatives particulières. Les progrès réalisés dans le domaine des télécommunications permettront d'éliminer les obstacles à la circulation de l'information et de promouvoir une meilleure communication bilatérale des compétences de la bio-industrie canadienne et des besoins concernant le marché international. On se servira du courrier électronique et du babillard électronique pour appuyer la création de réseaux, fournir aux entreprises canadiennes des renseignements et leur offrir une base de données à jour et facile à consulter.

Activités internationales

Les conférences, les foires commerciales et les missions sont autant d'occasions pour les entreprises canadiennes de faire des affaires et de recueillir directement des renseignements. Malgré le nombre important de manifestations annuelles sur la biotechnologie, le gouvernement et l'industrie doivent chaque année concentrer leurs stratégies de promotion sur un petit nombre seulement d'activités pour chaque secteur de la bio-industrie s'ils veulent produire un effet avec des ressources limitées. Les réseaux commerciaux qui aident à établir un ordre de priorité pour la collecte de renseignements fournissent aussi une orientation sur les activités prioritaires. Industrie Canada et le MAECI travailleront en collaboration à une étude de faisabilité pour l'exploitation d'un système de babillard en vue de fournir de l'information, sur support électronique, au sujet d'une vaste gamme d'activités internationales axées sur la biotechnologie, dont certaines seront annoncées comme des priorités canadiennes.

Activités internationales et collecte de renseignements

La biotechnologie de la santé

On continuera d'accorder la priorité aux initiatives d'investissement et d'établissement de partenariats organisées par le MAECI. Les conférences et les foires commerciales seront moins prioritaires. Les initiatives d'investissement et d'établissement de partenariats donneront l'occasion à des petits groupes d'entreprises canadiennes de rencontrer des groupes importants des milieux pharmaceutiques et financiers aux États-Unis et dans certains pays d'Europe. Certaines de ces activités, particulièrement celles concernant l'Europe de l'Ouest, seront organisées en collaboration avec l'Institut canadien de la biotechnologie. La date et le lieu de ces rencontres continueront d'être établis en fonction de la demande de l'industrie canadienne.

La seule conférence d'intérêt cette année est BIO'95 qui se tiendra à San Francisco. Le MAECI examine la possibilité d'organiser des séances pendant la conférence, de façon à ce que les entreprises canadiennes aient la chance de rencontrer d'éventuels investisseurs et partenaires d'alliances.

Industrie Canada et le MAECI collaboreront avec l'Institut canadien de la biotechnologie et l'Association canadienne de l'industrie de la biotechnologie en vue de former un groupe d'entreprises de biotechnologie du secteur de la santé chargé de fournir des conseils sur l'ordre de priorité en matière de collecte de renseignements. D'ici à ce que le groupe soit formé, la collecte de renseignements pour ce secteur dans les pays développés sera axée sur la détermination et l'organisation de rencontres avec des partenaires d'alliances et des investisseurs éventuels provenant principalement des États-Unis et de l'Europe.

La biotechnologie dans le secteur agro-alimentaire

Un certain nombre d'entreprises biotechnologiques du secteur agro-alimentaire en Saskatchewan, sous la direction de AgWest Biotech, se sont rendues récemment dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à la recherche d'éventuels débouchés commerciaux. De plus, des représentants de l'Institut canadien de la biotechnologie et de plusieurs entreprises biotechnologiques agro-alimentaires du Canada assisteront, avec l'aide du MAECI, à la quatrième conférence du Pacifique sur la biotechnologie en février 1995 en Australie. Industrie Canada et le MAECI uniront leurs efforts en vue d'utiliser les renseignements recueillis pendant ces activités, de poursuivre la promotion des compétences canadiennes dans cette région et d'organiser la venue au Canada d'entreprises intéressées. Ces travaux seront entrepris en partenariat avec des organisations comme AgWest Biotech et l'Institut canadien de la biotechnologie, de même qu'avec des associations nationales et régionales de biotechnologie.

Des réseaux de recherche entre le Canada et l'Amérique latine dans le domaine de la biotech-

nologie agro-alimentaire sont bien établis. Un groupe, petit bien qu'énergique, formé d'entreprises latino-américaines du secteur, a rencontré quelques homologues canadiens en 1994 à l'occasion de la réunion de l'Association of Biotechnology Companies qui s'est tenue à Toronto (BIO'94). Dans cette foulée, on envisage d'organiser, en vue de former des partenariats, une rencontre qui se tiendrait au Mexique au cours de 1995-1996. De plus, deux études de marché (pour les médicaments vétérinaires et les agents de lutte antiparasitaire biologique) sont en cours de planification pour appuyer la première initiative.

La biotechnologie dans le secteur environnemental

Plusieurs cabinets d'ingénieurs en environnement comptaient parmi les entreprises latino-américaines qui sont venues au Canada à l'occasion de la conférence BIO'94. On remarque que les entreprises bio-environnementales du Canada veulent de plus en plus trouver de bons partenaires locaux en Amérique latine. Une étude du marché mexicain pour la biorestauration, appuyée par Industrie Canada, en est aux premiers stades d'élaboration, et un groupe principal de chercheurs et d'entreprises bio-environnementales ont accepté de participer à la direction du projet. Cette étude aidera à repérer des partenaires mexicains éventuels pour les entreprises canadiennes du domaine bio-environnemental; l'intention est de tenir au Mexique une réunion en vue de former des partenariats une fois qu'on aura diffusé les résultats de l'étude au Canada.

Renseignements

Industrie Canada
 Direction générale des matériaux, produits
 chimiques et bio-industries
 Direction de la biotechnologie
 235, rue Queen, 9^e étage est
 Ottawa (Ontario) K1A 0H5
 Téléphone : (613) 954-1035 ou 954-3065
 Télécopieur : (613) 952-4209

Biotechnologies

Activité	Date	Endroit	Ministère	Téléphone
Asie et Pacifique Sud				
Financement pour sociétés naissantes dans le domaine des biotechnologies : promotion	à déterminer	Divers	MAECI	613-992-5339
Mission en provenance d'Australie	30 juin 1995	Montréal	INDCAN	514-283-8813
Canada				
Étude de marché (Mexique)	à déterminer	Canada	MAECI	613-996-8625
Mission de recherche d'alliances stratégiques en provenance du Texas, dans le domaine pharmaceutique	oct. 95	Montréal	MAECI	613-944-9482
Asie de l'Est				
Mission de promotion de la R-D canadienne	sept. 1995	Séoul	MAECI	613-996-2807
États-Unis				
Programme visant à favoriser la formation d'alliances stratégiques	à déterminer	Divers au Canada	MAECI	613-944-9482
Table ronde : les biotechnologies et le capital de risque	à déterminer	Philadelphie	MAECI	613-944-9482
Secteur biomédical : mise à jour d'une étude	à déterminer	Chicago	MAECI	613-944-9482
Alliances stratégiques : déjeuner et séminaires	à déterminer	Divers aux É.-U.	MAECI	613-944-9482
Baylor College of Medicine (Houston) : transfert de technologie	5 mai 1995	Montréal/ Vancouver	MAECI	613-944-9482
Kiosque d'information au salon BIO '95 (É.-U.)	20 mai 1995	San Francisco	MAECI	613-944-9482
Recherche d'alliances stratégiques : mission dans la région du Midwest	juin 1995	Evanston, Illinois	MAECI	613-944-9482
Guide de l'industrie des biotechnologies dans la région du Midwest	juin 1995	Chicago	MAECI	613-944-9482
Envoi d'une mission à la Michigan Biotech Association	juin 1995	Ann Arbor	MAECI	613-944-9482
Stratégies des organismes d'achat dans le domaine pharmaceutique	août 1995	Dallas, Houston	MAECI	613-944-9482
Mission en provenance d'Atlanta, dans le domaine biomédical	sept. 1995	Toronto, Montréal	MAECI	613-944-9482
Manifestation visant la conclusion d'alliances stratégiques dans le domaine des biotechnologies environnementales	sept. 1995	Boston	MAECI	613-944-9482
Guide concernant les transferts de technologie dans le domaine des biotechnologies	sept. 1995	Minneapolis	MAECI	613-944-9482
Venue d'une mission à la recherche d'alliances stratégiques	oct. 1995	Québec	MAECI	613-944-9482
Connect San Diego : présentation	oct. 1995	San Diego	MAECI	613-944-9482
St. Louis Biotech Forum : table ronde sur les investissements	oct. 1995	Saint Louis	MAECI	613-944-9482

Note : Les dates et les lieux sont sujets à changement.

Activité	Date	Endroit	Ministère	Téléphone
Séminaires pancanadiens sur l'industrie de la biotechnologie et les alliances stratégiques	nov. 1995	Divers au Canada	MAECI	613-944-9482
Mission NEEF en provenance de l'Est du Canada	nov. 1995	Boston/ Baltimore	MAECI	613-944-9482
Mission d'investissement en provenance de Minneapolis : domaine biopharmaceutique	janv. 1996	Ont./C.-B.	MAECI	613-944-9482
Forum sur les biotechnologies : alliances stratégiques	fév. 1996	Milwaukee	MAECI	613-944-9482

Acronymes et sigles utilisés dans le Plan de promotion du commerce extérieur

(Cette liste ne comprend pas les références spécifiques aux secteurs)

ACDI	Agence canadienne de développement international	ISO	Organisation internationale de normalisation
ACN	Association canadienne de normalisation	MAECI	ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
AG CAN	Agriculture et Agro-alimentaire Canada	MAPAQ	ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation du Québec
ALE	Accord de libre-échange Canada-États-Unis	MDN	ministère de la Défense nationale
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain	MPO	ministère des Pêches et Océans
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
APECA	Agence de promotion économique du Canada atlantique	OMC	Organisation mondiale du commerce
BBS	babillard électronique	OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
BFDRQ	Bureau fédéral de développement régional, Québec	PDME	Programme de développement des marchés d'exportation
BMD	banques multilatérales de développement	PIB	produit intérieur brut
CCC	Corporation commerciale canadienne	PPCE	Plan de promotion du commerce extérieur
CEI	Communauté des États indépendants	PME	petites et moyennes entreprises
CCI	Centre de commerce international	PENU	Programme pour l'environnement des Nations Unies
CNRC	Conseil national de recherches du Canada	PNB	produit national brut
CRDI	Centre de recherches en développement international	RADAR	Réseau d'approvisionnement et de débouchés d'affaires
DEO	Diversification économique de l'Ouest	R-D	recherche et développement
DRHC	Développement des ressources humaines Canada	RNCan	Ressources naturelles Canada
EC	Environnement Canada	SCF-RNCan	Service canadien des forêts - Ressources naturelles Canada
FFCE	Forum pour la formation en commerce extérieur	SEE	Société pour l'expansion des exportations
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	UE	Union européenne
IC	Industrie Canada		
IFI	institutions financières internationales		



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada